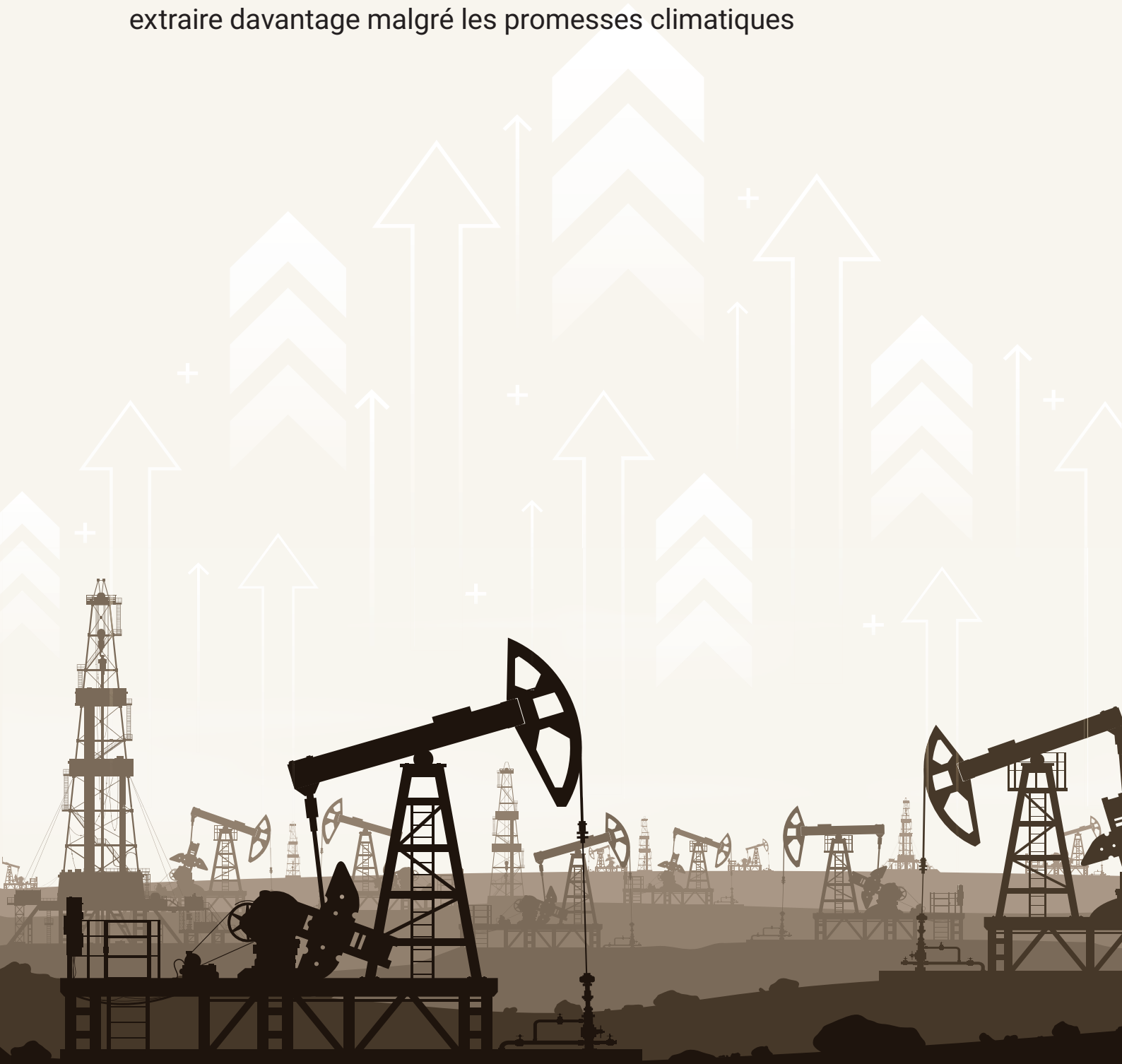


Réduction ou intensification ?

Les principaux producteurs d'énergies fossiles comptent extraire davantage malgré les promesses climatiques



Synthèse relative à l'écart de production

Principales conclusions

D'ici à 2030, les gouvernements prévoient encore de produire plus du double de la quantité d'énergies fossiles qui permettrait de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C. La persistance de cet écart de production mondiale remet en cause une transition énergétique équitable et bien organisée.

L'ensemble des plans et projections des gouvernements engendrerait une augmentation de la production mondiale de charbon jusqu'en 2030, et de celle de pétrole et de gaz au moins jusqu'en 2050. Cela vient s'opposer aux engagements des gouvernements dans le cadre de l'Accord de Paris, mais aussi au pic de la demande mondiale de charbon, pétrole et gaz attendu cette décennie, même en l'absence de nouvelles politiques publiques.

Les principaux pays producteurs ont promis d'atteindre « zéro émission nette » et ont lancé des initiatives pour réduire les émissions issues de la production d'énergies fossiles. Néanmoins, aucun d'entre eux ne s'est engagé en faveur d'une réduction de la production de charbon, de pétrole et de gaz en accord avec une limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C.

Les gouvernements doivent faire preuve de davantage de transparence quant à leurs plans, projections et soutiens en matière de production d'énergies fossiles, ainsi que la manière dont ceux-ci s'alignent sur les objectifs climatiques nationaux et internationaux.

Il est crucial que les gouvernements adoptent des objectifs de réduction de production et de consommation d'énergies fossiles à court et long termes, afin de compléter d'autres objectifs d'atténuation du changement climatique et de réduire les risques d'actifs bloqués.

Étant donné les risques et incertitudes qui entourent le captage et stockage du carbone et l'élimination du dioxyde de carbone, les pays devraient viser une suppression progressive de la quasi-totalité de la production et de la consommation de charbon d'ici 2040, et une réduction combinée d'au moins 75% de la production et de la consommation de pétrole et de gaz d'ici 2050, par rapport aux niveaux de 2020. Compte tenu du risque d'échec dans la mise en œuvre de ces mesures à grande échelle, il est essentiel d'accélérer la suppression progressive de toutes les énergies fossiles au niveau mondial.

Une transition équitable de la production d'énergies fossiles doit prendre en compte la différenciation des responsabilités et capacités des pays. Les gouvernements dotés de capacités de transition supérieures doivent viser des réductions plus ambitieuses, tout en contribuant financièrement à la transition des pays aux capacités limitées.

Synthèse

Peu après la publication du Rapport 2021 sur l'écart de production, les gouvernements ont convenu d'accélérer leurs efforts visant à « supprimer progressivement l'électricité produite intégralement à partir de charbon » lors de la 26^e Conférence des Parties (COP) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Glasgow. Ceci représente un jalon important dans l'histoire de la gouvernance climatique internationale : pour la première fois, une référence explicite aux énergies fossiles apparaît dans un texte de décision de la COP.

Pourtant, depuis cette annonce, la production et l'utilisation des énergies fossiles ont atteint des niveaux records. Si les émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO₂) – dont près de 90 % sont issues des énergies fossiles – continuent au rythme actuel, le monde pourrait dépasser le budget d'émissions compatible avec une probabilité de 50% de contenir le réchauffement en dessous de 1,5 °C d'ici 2030.

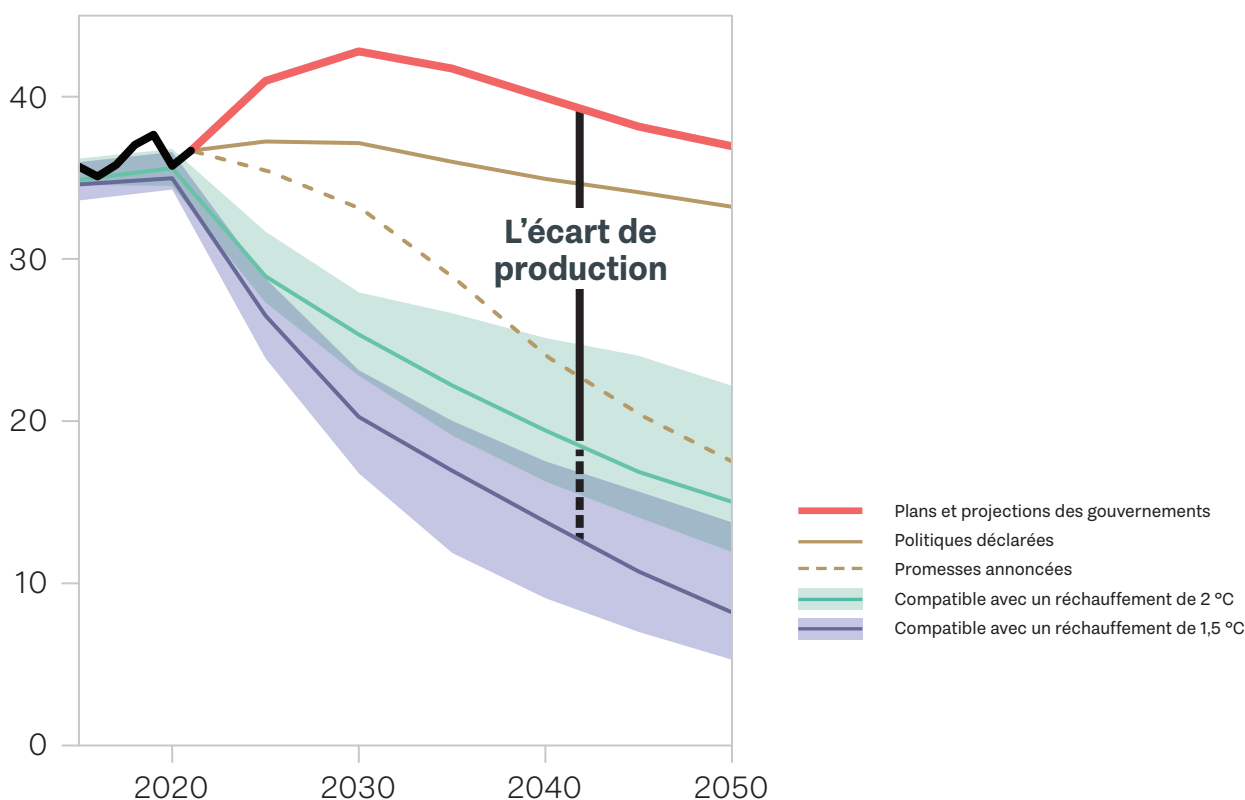
Tant les émissions de CO₂ que la production d'énergies fossiles doivent atteindre leur pic à l'échelle mondiale, puis baisser rapidement, pour que l'objectif de température de l'Accord de Paris reste atteignable. S'appuyant sur les dernières recherches scientifiques, ce rapport identifie des trajectoires mondiales pour la production de charbon, de pétrole et de gaz d'ici à 2050, compatibles avec cet objectif. Le rapport évalue ensuite les plans, projections et politiques des gouvernements en rapport avec la production d'énergies fossiles, et leur alignement – ou non – sur ces trajectoires.

Graphique ES.1

L'écart de production d'énergies fossiles – la différence entre les plans et projections des gouvernements et les niveaux compatibles avec une limitation du réchauffement à 1,5 °C et 2 °C, exprimée en unités d'émissions de gaz à effet de serre issues de l'extraction et de l'utilisation de combustibles fossiles – reste important et s'élargit avec le temps. (Voir détail dans le chapitre 2 et la figure 2.1)

Production mondiale d'énergies fossiles

Gt éq-CO₂/an



Voici les principales conclusions du rapport :

Depuis sa première quantification en 2019, l'écart de production mondiale n'a pratiquement pas changé. Malgré des signes encourageants d'un début de transition vers les énergies propres, les gouvernements prévoient toujours de produire d'ici 2030 plus du double de la quantité d'énergies fossiles compatible avec une limitation du réchauffement à 1,5 °C.

L'écart de production désigne la différence entre les niveaux de production d'énergies fossiles prévus par les gouvernements et les niveaux de production mondiaux compatibles avec une limitation du réchauffement planétaire à 1,5 °C ou 2 °C. L'évaluation de l'écart de production de cette année comporte deux principales mises à jour. Tout d'abord, la trajectoire mondiale des « plans et projections des gouvernements » reflète l'ajustement des objectifs de production de charbon, de pétrole et de gaz par les principaux pays producteurs d'énergies fossiles, au vu des événements survenus depuis fin 2021, y compris une crise mondiale de l'énergie et des ambitions accrues d'atténuation climatique. Ensuite, les trajectoires mondiales de production d'énergies fossiles compatibles avec une limitation du réchauffement à 1,5 °C ou 2 °C ont été mises à jour à l'aide de la nouvelle base de données de scénarios compilée par la contribution du Groupe de travail II au Sixième rapport d'évaluation (AR6) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

L'analyse qui en découle conclut qu'au total, les gouvernements prévoient de produire environ 110 % plus d'énergies fossiles en 2030 qu'un niveau compatible avec une limitation du réchauffement à 1,5 °C, et 69 % plus qu'un niveau compatible avec une limitation du

réchauffement à 2 °C, comme indiqué dans le graphique ES.1. Par ailleurs, l'ampleur de l'écart de production devrait s'élargir au fil du temps : d'ici 2050, la production d'énergies fossiles prévue dépasse respectivement de 350 % et 150 % les niveaux compatibles avec une limitation du réchauffement à 1,5 °C et 2 °C.

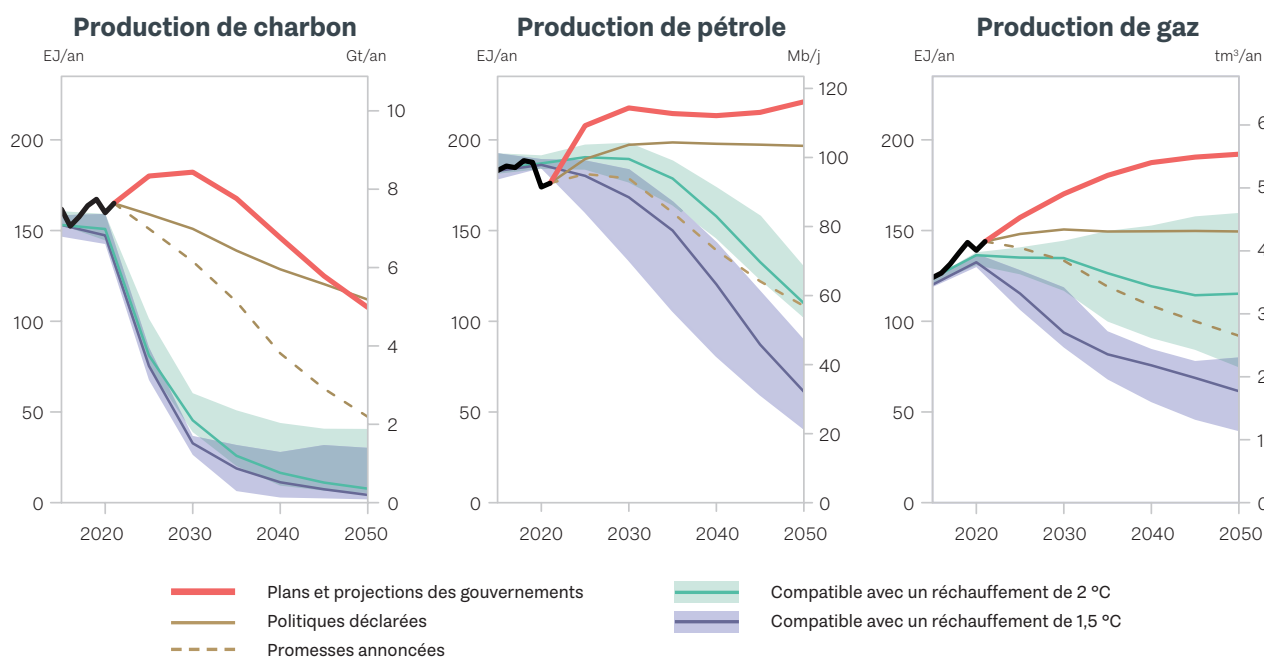
Globalement, les niveaux de production d'énergies fossiles qui découlent des plans et projections des gouvernements dépassent aussi ceux qu'impliquent leurs politiques d'atténuation déclarées ainsi que les promesses climatiques qu'ils ont annoncées à compter de septembre 2022, selon les modélisations de l'Agence internationale de l'énergie. Comme il en est question plus loin, peu de pays ont développé des projections en matière de production d'énergies fossiles en ligne avec leurs ambitions climatiques nationales ou avec l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.

Beaucoup de gouvernements des principaux pays producteurs d'énergies fossiles prévoient toujours d'augmenter, à court terme, leur production de charbon, et à long terme, leur production de pétrole et de gaz. Au total, les plans et projections des gouvernements engendreraient une augmentation de la production mondiale de charbon jusqu'en 2030, et de celle de pétrole et de gaz au moins jusqu'en 2050, ce qui générerait des écarts de production de plus en plus grands au fil du temps.

Pour être compatibles avec une limitation du réchauffement à 1,5 °C, l'offre et la demande de charbon, de pétrole et de gaz à l'échelle mondiale doivent décliner rapidement et de manière importante entre aujourd'hui et 2050. Cependant, les augmentations estimées d'après les plans et prévisions des gouvernements conduiraient

Graphique ES.2

Les plans et projections des gouvernements engendreraient une augmentation de la production de charbon mondiale jusqu'en 2030, et au moins jusqu'en 2050 pour la production mondiale de pétrole et de gaz mondiale. (Voir détail dans le chapitre 2 et la figure 2.2)



à des niveaux de production de charbon, de pétrole et de gaz dépassant respectivement de 460 %, 29 % et 80 % les trajectoires médianes compatibles avec une limitation du réchauffement à 1,5 °C, comme indiqué dans le graphique ES.2. Le manque de cohérence entre les plans de production d'énergies fossiles des gouvernements et leurs promesses climatiques apparaît aussi clairement au niveau des trois combustibles fossiles.

L'ampleur et la nature de l'écart de production mondial soulèvent également l'enjeu de la réduction de cet écart de manière équitable et organisée. En effet, les pays sont tenus de respecter « le principe de responsabilités communes mais différenciées, des capacités respectives et d'équité, à la lumière de leurs circonstances nationales différentes » en vertu de la CCNUCC.

D'après l'analyse du Rapport 2020 sur l'écart de production et des travaux scientifiques récents portant sur cette question, une transition équitable doit reconnaître que la situation des pays diffère grandement selon leur capacité financière et institutionnelle, mais aussi selon leur niveau de dépendance socioéconomique à la production d'énergies fossiles. D'après ces principes, les pays aux revenus plus élevés et ceux qui dépendent moins de la production d'énergies fossiles devraient mener cette transition. Les pays aux capacités plus limitées, quant à eux, auront besoin d'assistance et de financements pour s'engager sur des trajectoires de développement alternatives à faibles émissions de carbone et résilientes au changement climatique.

Toutefois, les niveaux combinés de production de charbon, de pétrole et de gaz prévus/projetés de 10 pays à haut niveau de revenus dépassent déjà les trajectoires compatibles avec une limitation du réchauffement à 1,5 °C pour chaque combustible d'ici 2040. De même, les trajectoires de production de pétrole et de gaz prévues et projetées par 12 pays aux niveaux relativement plus faibles de dépendance économique à leur production dépasseraient leur trajectoire respective compatible avec une limitation du réchauffement à 1,5 °C d'ici 2040 (voir Section 2.5). En l'absence de dialogue et d'engagement actifs entre les pays aux revenus supérieurs et inférieurs, ces inégalités pourraient perdurer et éroder la confiance dans la coopération mondiale en matière d'action climatique.

Au-delà des plans et projections des gouvernements concernant la production d'énergies fossiles qui renseignent l'analyse de l'écart de production mondial dans le chapitre 2, ce rapport examine aussi, dans le chapitre 3, les ambitions climatiques, ainsi que les politiques et les stratégies de production d'énergies fossiles de 20 des principaux pays producteurs : l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la Colombie, l'Allemagne, l'Inde, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Koweït, le Mexique, le Nigéria, la Norvège, le Qatar, la Russie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni (RU) et les États-Unis d'Amérique (É-U). Ensemble, ces pays représentent 82 % de la production et 73 % de la consommation mondiales d'énergies fossiles. L'état des discours et politiques concernant une transition organisée et équitable de la production d'énergies fossiles dans ces pays est aussi évalué.

Bien que 17 des 20 pays décrits aient promis d'atteindre l'objectif de « zéro émission nette », et bien que nombre d'entre eux aient lancé des initiatives visant à réduire les émissions issues des activités de production d'énergies fossiles, la plupart continuent de promouvoir, subventionner, soutenir et prévoir l'expansion de la production d'énergies fossiles. Aucun d'entre eux ne s'est engagé à réduire la production de charbon, de pétrole et de gaz aux niveaux requis pour limiter le réchauffement à 1,5 °C.

Comme indiqué dans le tableau ES.1, certains pays prévoient d'accroître leur production de charbon jusqu'en 2030, misant sur la persistance et la croissance des marchés du charbon nationaux et internationaux. En même temps, la majorité des producteurs de pétrole et de gaz anticipent une augmentation de leur production entre 2021 et 2030, et jusqu'en 2050 pour certains.

La guerre en Ukraine, les pressions sur l'offre mondiale d'énergie qui en ont découlé, et les prix records du gaz échangé à l'international ont stimulé les projets et le financement d'infrastructures de gaz naturel liquéfié, tant chez les exportateurs que les importateurs. De nombreux pays présentent le gaz comme « un pont » ou une énergie « de transition », mais sans plans apparents pour s'en défaire. Néanmoins, le gaz pourrait entraver ou retarder la transition vers des systèmes fondés sur les énergies renouvelables, en ancrant plus profondément les systèmes et institutions basés sur les énergies fossiles. De plus, malgré certains avantages locaux en matière de pollution de l'air dus à la substitution du charbon, les avancées dans la quantification des fuites de méthane le long de la chaîne d'approvisionnement en gaz ont considérablement réduit les avantages climatiques attendus d'un remplacement du charbon par le gaz (voir Chapitre 3).

Ces dernières années, de nombreux gouvernements ont lancé des initiatives cherchant à réduire les émissions générées par la production des énergies fossiles. Comme indiqué dans le tableau ES.1, 14 des 20 pays décrits dans le chapitre 3 ont signé le Pacte mondial sur le méthane pour réduire collectivement de 30% les émissions mondiales de méthane d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2020. Six grands pays producteurs de pétrole et de gaz, qui figurent tous dans les 20 décrits dans le chapitre 3, ont également lancé le Forum des producteurs nets zéro, qui vise à réduire les émissions issues du secteur des hydrocarbures. Bien qu'importants, ces efforts se révèlent tout à fait insuffisants. Dans les trajectoires compatibles avec une limitation du réchauffement à 1,5 °C envisagées dans ce rapport, les émissions mondiales de méthane provenant du secteur de l'énergie diminuent de plus de 60 % entre 2020 et 2030. En outre, et peut-être plus important encore, ces initiatives ne reconnaissent pas la nécessité de réduire la production d'énergies fossiles afin de limiter le réchauffement à 1,5 °C.

Tableau ES.1

Une grande majorité des pays décrits dans ce rapport ont promis d'atteindre « zéro émission nette » et ont signé le Pacte mondial sur le méthane ainsi que la Déclaration de Glasgow sur la finance internationale. La plupart prévoient aussi d'accroître la production de pétrole et de gaz, et certains d'entre eux comptent augmenter leur production de charbon, jusqu'en 2030. (Voir détail dans le chapitre 3 et les tableaux 3.2–3.3)

Pays	État de l'engagement « zéro émission nette » national ; année cible pour l'atteindre	Signataire du Pacte mondial sur le méthane	Signataire de la Déclaration de Glasgow	Évolution prévue de la production nationale d'énergies fossiles pour 2030 par rapport à 2021 (EJ)		
				Charbon	Pétrole	Gaz
Afrique du Sud	Dans un document stratégique 2050			Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée
Allemagne	Dans la loi 2045	✓	✓	▼ 0,5	■ 0	▼ 0,1
Arabie saoudite	Promesse politique 2060	✓		Aucune production	▲ 5,5	▲ 1,3
Australie	Dans la loi 2050	✓		▲ 0,2	■ 0	▲ 0,7
Brésil	Objectif CDN 2050	✓		Aucune donnée	▲ 5,2	▲ 1,0 ^b
Canada	Dans la loi 2050	✓	✓	Aucune donnée	▲ 3,0	▲ 0,6
Chine	Objectif CDN 2060			▼ 5,3	■ 0	▲ 2,6
Colombie	Dans la loi 2050	✓		▲ 1,7	▼ 0,1	■ 0
Émirats arabes unis	Objectif CDN 2050	✓		Aucune production	▲ 1,8 ^c	▲ 0,4 ^d
États-Unis	Dans un document politique 2050	✓	✓	▼ 5,1	▲ 5,2	▲ 2,5
Inde	Objectif CDN 2070			▲ 10,7	Aucune donnée	Aucune donnée
Indonésie	Dans un document stratégique 2060	✓		▲ 2,5	▼ 0,2	▲ 1,1
Kazakhstan	Dans un document stratégique 2060			▼ 0,2	▲ 0,4	▲ 0,1 ^b
Koweït	Promesse politique 2050 (secteur pétrole et gaz) 2050 (reste de l'économie)	✓		Aucune production	▲ 2,1	▲ 0,1
Mexique	Pas d'engagement	✓		Aucune donnée	▲ 1,4	▲ 0,6
Nigéria	Dans la loi 2060	✓		Aucune donnée	▲ 1,3	▲ 2,6 ^b
Norvège	Pas d'engagement ^a	✓		Aucune donnée	▼ 0,5	▼ 0,3
Qatar	Pas d'engagement			Aucune production	Aucune donnée	▲ 3,9 ^b
Royaume-Uni	Dans la loi 2050	✓	✓	Aucune donnée	▼ 0,7	▼ 0,6
Russie	Dans un document stratégique 2060			▲ 3,2	▲ 2,9	▲ 3,3

^a La Norvège s'est engagée en faveur d'une « société aux faibles émissions » d'ici 2050 dans sa loi de 2018 relative au changement climatique, avec des objectifs de réduction d'émissions de 90 à 95 %.

^b À l'exception du gaz réinjecté, consommé par les producteurs ou brûlé.

^c Évolution prévue pour 2027, l'année la plus éloignée pour laquelle des données sont disponibles.

^d Évolution prévue pour 2028, l'année la plus éloignée pour laquelle des données sont disponibles.

Source : Net Zero Tracker (2023) et nos propres analyses (voir Chapitre 3).

Les gouvernements doivent faire preuve de davantage de transparence quant à leurs plans, projections et soutiens en matière de production d'énergies fossiles, ainsi que la manière dont ceux-ci s'alignent sur les objectifs climatiques nationaux et internationaux.

Les gouvernements jouent un rôle de premier plan dans la définition de l'orientation de la production d'énergies fossiles. Les entités publiques contrôlent la moitié de la production mondiale de pétrole et de gaz, et plus de la moitié de la production de charbon. Les objectifs, les politiques et les soutiens actuels des gouvernements à l'égard de la production d'énergies fossiles permettent d'influencer, de légitimer et de prolonger les investissements dans des projets nationaux et internationaux d'énergies fossiles. Ceux-ci nuisent à la transition vers les énergies renouvelables et aux efforts d'atténuation du changement climatique. En même temps, de nombreux projets liés aux énergies fossiles prévus et en développement risquent désormais de devenir des actifs bloqués, à mesure que le monde se décarbone et étant donné que la demande mondiale de charbon, de pétrole et de gaz devrait atteindre un pic, puis diminuer au cours de cette décennie, même sans politiques supplémentaires.

Cependant, il existe quelques signes encourageants. Trente-quatre pays, y compris quatre décrits dans le chapitre 3 (Tableau ES.1), ont signé la Déclaration de Glasgow sur le soutien public international à la transition vers une énergie propre. Celle-ci vise à mettre un terme, d'ici 2022, au financement public de projets d'énergies fossiles « sans dispositif d'atténuation » et de rediriger les investissements vers les énergies propres. Il est important de remarquer que bien que l'expression « sans dispositif d'atténuation » (« unabated ») dans

le texte d'origine ; voir Encadré 2.1) soit de plus en plus utilisé dans les engagements politiques en lien avec la réduction des énergies fossiles, il fait l'objet de nombreuses critiques, est mal défini et sujet à interprétation quant au taux nécessaire de captage du carbone pour permettre une réduction des émissions.

Depuis le Rapport 2021 sur l'écart de production, deux pays supplémentaires (le Canada et la Chine) – en plus de l'Allemagne et de l'Indonésie – ont commencé à développer des scénarios de production nationale d'énergies fossiles compatibles avec les objectifs « zéro émission nette » ou de neutralité carbone nationaux ou mondiaux. De plus, les discours sur les transitions justes pour les travailleurs et économies qui dépendent des énergies fossiles progressent dans de nombreux pays, bien qu'ils se limitent encore majoritairement à la production électrique issue du charbon. Parmi les 20 pays décrits, la Colombie a récemment rejoint une initiative internationale dont l'objectif est de supprimer progressivement la production d'énergies fossiles (voir Tableau 3.2).

Il est nécessaire que les gouvernements adoptent des objectifs de réduction de production et de consommation d'énergies fossiles à court et long termes, afin de compléter d'autres indicateurs d'atténuation climatique et de réduire les risques d'actifs bloqués. Les pays aux capacités de transition supérieures devraient viser une réduction plus rapide que la moyenne mondiale.

Le manque de cohérence actuel entre les ambitions climatiques et les plans de production d'énergies fossiles compromet les efforts de réduction de l'utilisation des énergies fossiles et des émissions. Il envoie des messages contradictoires quant aux intentions et priorités des pays



et verrouille des infrastructures de production d'énergies fossiles qui rendront la transition énergétique plus coûteuse, plus difficile et moins linéaire. La focalisation quasiment exclusive de la politique climatique sur la demande d'énergies fossiles et sur les émissions territoriales associées à leur combustion ces dernières décennies s'est révélée insuffisante. En fin de compte, le paysage de l'énergie mondiale est façonné à la fois par la demande et l'offre. Aussi, une transition énergétique bien organisée nécessitera-t-elle des plans et des mesures visant à réduire tant la production que la consommation d'énergies fossiles de manière coordonnée.

En combinant les objectifs et les politiques de suppression progressive et active de la production d'énergies fossiles avec d'autres mesures importantes d'atténuation et de transition juste, comme la réduction de la consommation d'énergies fossiles, le déploiement des énergies renouvelables, la réduction des émissions de méthane issues de toutes les sources, et la focalisation sur les investissements et la protection sociale en faveur des communautés touchées, il est possible de réduire le coût de la décarbonation, promouvoir la cohérence des politiques et garantir que les énergies renouvelables finissent par remplacer les énergies fossiles, au lieu de s'y ajouter.

Les scénarios d'atténuation à long terme et aux coûts optimisés sélectionnés et analysés dans ce rapport à partir de la base de données de l'AR6 du GIEC indiquent que, pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, la production mondiale de charbon, pétrole et gaz doit diminuer rapidement et de manière importante entre aujourd'hui et 2050, parallèlement à d'autres stratégies d'atténuation clés.

Les scénarios sélectionnés varient grandement quant à leur dépendance envers le captage et stockage du carbone (CSC) et l'élimination du dioxyde de carbone (EDC). Les trajectoires médianes de production mondiale d'énergies fossiles compatibles avec l'objectif de 1,5 °C indiquées dans les graphiques ES.1 et ES.2 prévoient que, d'ici 2050, 2,1 milliards de tonnes de CO₂ annuelles (GtCO₂/an) émanant de l'utilisation de combustibles fossiles seront captées et stockées, en moyenne. Ces trajectoires prévoient aussi qu'en moyenne 2,2 GtCO₂/an de CO₂ atmosphérique seront séquestrées grâce à des méthodes conventionnelles d'EDC basées sur les terres (afforestation, reforestation et gestion des forêts existantes), et que plus de 3 GtCO₂/an seront séquestrées à l'aide de nouvelles méthodes d'EDC (bioénergie avec CSC et captage direct du CO₂ dans l'air).

Néanmoins, de grandes incertitudes persistent quant à la faisabilité technique, économique et institutionnelle du développement et du déploiement de nouvelles technologies d'EDC et de CSC fossile à la très grande échelle contemplée dans ces scénarios. Environ 80 % des projets de CSC pilotes des 30 dernières années ont échoué. Aussi, la capacité annuelle issue des projets opérationnels permet un stockage de CO₂ dédié qui représente moins de 0,1 GtCO₂/an (voir Section 2.4). Les potentielles conséquences négatives d'une utilisation extensive des terres pour des méthodes traditionnelles ou nouvelles d'EDC sont aussi une grande source de préoccupation. Elle pourrait nuire à la biodiversité, la sécurité alimentaire et les droits des peuples indigènes et des utilisateurs traditionnels des terres.

Étant donné les risques et incertitudes qui entourent le CSC et l'EDC, les pays devraient viser une suppression progressive de la quasi-totalité de la production et de l'utilisation de charbon d'ici 2040, et une réduction combinée d'au moins 75 % de la production et de l'utilisation de pétrole et de gaz d'ici 2050, par rapport aux niveaux de 2020. Puisqu'il est possible que ces mesures échouent à devenir viables à grande échelle, et étant donné les effets néfastes non climatiques à court terme des énergies fossiles, et d'autres catégories d'éléments probants, une accélération de la suppression progressive de toutes les énergies fossiles à l'échelle mondiale s'avère nécessaire.

Même si les objectifs de réduction susmentionnés découlent de scénarios compatibles avec un réchauffement de 1,5 °C et qui s'alignent sur une approche préventive de limitation de la dépendance au CSC et à l'EDC, ils supposent tout de même la disponibilité de ces technologies à grande échelle dans une certaine mesure (voir Section 2.4). En définitive, le rythme et l'ampleur des réductions nécessaires dans la production mondiale de charbon, de pétrole et de gaz dépendront aussi de nombreux choix normatifs et fondés sur des valeurs. Par exemple, un scénario d'atténuation qui ne se base que sur l'EDC traditionnelle, sans CSC associé aux énergies fossiles, à la bioénergie ou au captage direct du CO₂ dans l'air, envisage une diminution de la production mondiale de pétrole et de gaz de 90 % et 85 %, respectivement, entre 2020 et 2050.

Il existe d'autres raisons convaincantes de s'efforcer d'accélérer la suppression progressive de toutes les énergies fossiles à l'échelle mondiale. Des études scientifiques ont montré que les émissions engagées de CO₂ qui devraient être générées pendant la durée de vie des infrastructures de production d'énergies fossiles existantes dépassent déjà le budget carbone restant pour avoir une chance sur deux de limiter le réchauffement à 1,5 °C d'ici 2100. Cela implique qu'aucune nouvelle mine de charbon ou qu'aucun nouveau champ pétrolier et gazier ne peut voir le jour, faute d'une fermeture anticipée de certaines infrastructures existantes, ce qui s'avère difficile à réaliser en pratique.

De plus, l'extraction et l'utilisation des combustibles fossiles sont associées à nombre d'effets néfastes non climatiques localisés et à court terme, de nature sociale, économique et environnementale. Ces effets sont rarement pris en compte dans les scénarios d'atténuation du changement climatique, y compris dans ceux analysés dans ce rapport (voir Section 2.4).

Continuer la production et l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz n'est pas compatible avec un avenir sûr et viable. Pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, les gouvernements doivent s'engager, dès à présent, à planifier et à mettre en œuvre des réductions mondiales dans la production de toutes les énergies fossiles, parallèlement à d'autres mesures d'atténuation du changement climatique.

Un exemplaire numérique de ce rapport et les annexes auxquelles il renvoie sont disponibles à l'adresse <https://productiongap.org/2023report>